

Economie sociale et solidaire

Le 13 octobre, Eco 121 et la Caisse d'Épargne Nord France Europe organisaient leur 9e Club Experts à la Sauvergarde du Nord à Lille autour de l'économie sociale et solidaire. Un secteur en pleine mutation pour conjuguer performance économique et vocation sociale et humaniste, dans un contexte de raréfaction de l'argent public.

L'économie sociale et solidaire regroupe les activités que le secteur public ne peut plus couvrir et qui n'intéressent pas le secteur privé pour des raisons de coût et de rentabilité", decode Hugues Denièle, en charge de ce pôle à la CENFE. Un secteur qui pèse pas moins de 10% de l'économie régionale, mais dont l'environnement s'est profondément modifié ces dernières années (contraction de marchés, tension sur les financements et émergence de nouveaux acteurs).

Supplément d'âme

"Aujourd'hui, la différence majeure entre les ESS et les autres subsiste dans l'affectation des résultats qui ne reviennent pas aux actionnaires mais sont mis en réserve pour servir au développement de nos entreprises", affirme Sylvie Cheynel, qui a quitté son Auvergne natale pour prendre la présidence du directoire d'AlterEos en 2012. 20 % des produits d'AlterEos proviennent encore de l'Etat pour compenser le surcoût lié à l'embauche de personnel en situation de handicap. Une différence qui donne aux hommes et aux femmes du secteur "un supplément d'âme". Cette pharmacienne de formation a une obsession majeure : préserver l'emploi. "Lorsque nous avons perdu un gros client de la VAD, nous avons réagi en nous diversifiant dans la dématérialisation de documents." Le traitement de tous les courriers d'Orange, les réclamations des clients de la SNCF, un centre d'appels... « La sauvegarde de nos 320 emplois adaptés passe

Autour de la table (photo de g. à d.) : **Christophe Itier**, Dg de la Sauvergarde du Nord et président de Sowu, le club régional de dirigeants du travail social, **Hugues Denièle**, directeur des marchés de l'économie sociale et des institutionnels à la CENFE, **Olivier Ducuing** (ECO 121), **Sylvie Cheynel**, présidente du directoire d'AlterEos, et **Guillaume Alexandre**, Dg de La Vie Active.



GUILLAUME ALEXANDRE, Directeur général de La Vie Active "Notre système doit être nécessairement performant. Comme n'importe quelle entreprise, nous participons à des appels d'offre.

Notre particularité ? La "coopétition", nous menons des compétitions en collaboration avec d'autres acteurs du monde médicosocial."

nécessairement par la diversification ». Guillaume Alexandre, directeur général d'un acteur social reconnu La Vie Active, dans le Pas-de-Calais, confirme l'exigence d'efficacité. "Comme n'importe quelle entreprise, nous sommes soumis aux règles Iso et à des appels à projets dans nos domaines du médicosocial. Seule différence : aux activités économiques s'ajoute un accompagnement social."

Comment conjuguer exigence économique et respect des valeurs



HUGUES DENIÈLE (CENFE), Directeur des marchés de l'économie sociale et des institutionnels "Ce qui différencie encore les ESS et les entreprises classiques : une affectation différente du résultat et ... un supplément d'âme"

En prenant en 2010 la direction de la Sauvergarde du Nord, Christophe Itier, ancien consultant chez Deloitte, a mené un vaste plan de transformation pour faire entrer l'association jusqu'alors organisée en râteau, dans une véritable démarche entrepreneuriale. "Nous avons déterminé des centres de profit en regroupant les activités de même nature. En dix ans, le monde du social est passé d'une logique de moyens à une logique de résultat, inversant totalement le sablier".

Quel avenir pour les ESS ?

La loi Hamon de juillet 2014 a officiellement mis fin à l'Etat providence pour les ESS. "Nos modèles doivent s'appuyer sur le marché et non plus compter exclusivement sur le public",

martèle Christophe Itier. Lorsqu'il apprend en octobre qu'il faut rogner 5% sur tous ses budgets, il entre forcément dans une logique d'optimisation de tous les rouages de l'association, avant d'envisager peut être d'autres solutions comme le mécénat ou la mobilisation de fonds privés comme en Grande Bretagne. A propos du mécénat Hugues Denièle rappelle "qu'avec notre ADN de banque coopérative, la CENFE a investi plus de 20 M€ au cours des dix dernières années".

La CENFE met ainsi en place dès janvier 2016 un "Espace Don" accessible à ses deux millions de clients qui auront la possibilité de donner de l'argent, du matériel ou du bénévolat de compétences au profit des entreprises de l'ESS ■ Armelle Roussel



FRANÇOIS CARDOT, "UNE START UP SOLIDAIRE"

Il aurait pu créer une entreprise innovante classique. François Cardot a choisi de lancer Initiatives, spécialisée dans la production de solutions numériques selon le modèle d'une SCOP. « Nous voulions proposer gratuitement nos services aux étudiants et aux jeunes en recherche d'emploi ». Leur dernière trouvaille : la solution quizzyourself.com qui transforme les ordinateurs, smartphones et autres tablettes en boîtiers de réponses pour des sondages. Non éligible aux levées de fonds classiques, cette structure de quatre salariés est accompagnée par la Caisse d'Épargne Nord France Europe ■



SYLVIE CHEYNEL, Présidente du directoire d'AlterEos "Avec la loi Hamon, les collectivités territoriales pourront entrer dans le capital de nos entreprises. Cela nous permettra de mieux supporter l'érosion des aides publiques, qui représentent chez nous 20% des produits"



L'ESS régionale en chiffres (2011)

10 % des actifs
149 000 emplois
dont 86% en associations
Entre 2006 et 2013, les emplois de l'ESS ont augmenté de 4,97%

Source : Observatoire régional ESS - CRESS d'après INSEE



CHRISTOPHE ITIER, Directeur général de la Sauvergarde du Nord

"La Sauvergarde du Nord a développé son périmètre de 46% par croissance externe en menant des stratégies d'alliances et de complémentarité dans une logique de concurrence."